

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

7 décembre 2023

CONTRÔLER L'IMMIGRATION, AMÉLIORER L'INTÉGRATION - (N° 1943)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 1190

présenté par

M. Marcangeli, M. Albertini, M. Alfandari, M. Batut, Mme Bellamy, M. Benoit, Mme Carel, M. Christophe, M. Gernigon, Mme Félicie Gérard, M. Jolivet, M. Kervran, Mme Kochert, M. Lamirault, Mme Le Hénanff, M. Lemaire, Mme Magnier, Mme Moutchou, M. Patrier-Leitus, M. Plassard, M. Portarrieu, Mme Poussier-Winsback, M. Pradal, Mme Rauch, M. Thiébaud, M. Valletoux, M. Villiers et Mme Violland

-----

**ARTICLE 1ER B**

Rétablir le 1° de l'alinéa 2 dans la rédaction suivante :

« 1° Au premier alinéa de l'article L. 434-2, le mot : « dix-huit » est remplacé par le mot : « vingt-quatre » ; ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 1<sup>er</sup> B introduit par le Sénat visait à durcir les conditions du regroupement familial en imposant quatre nouvelles conditions :

- La durée du séjour exigée pour qu'un étranger résidant en France puisse solliciter le regroupement de l'un des membres de sa famille était portée de 18 à 24 mois ;
- L'âge minimal ouvrant droit au bénéfice du regroupement familial était porté à 21 ans (au lieu des 18 ans actuels) ;
- L'étranger souhaitant solliciter le regroupement pour l'un de ses proches doit disposer d'une assurance maladie pour lui et les membres de sa famille ;
- Il doit non seulement disposer de ressources stables mais également régulières.

La Commission des Lois n'a souhaité conserver que les deux derniers ajouts du Sénat relatifs à l'assurance maladie et aux ressources. Le présent amendement vise à rétablir la condition de résidence de 24 mois au lieu des 18 requis actuellement.